

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'économie, des finances et
de la souveraineté industrielle et
numérique

**Circulaire du 14 janvier 2026
relative à l'actualisation des missions de développement économique assurées par les
services économiques de l'Etat en région (SEER) des directions régionales de l'économie,
de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS)**

NOR : ECOI2536853C

Le 14 janvier 2026

**La ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle,
énergétique et numérique,**

**Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie,
des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique,
et numérique, chargé de l'industrie,**

**La ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique,
chargée de l'intelligence artificielle et du numérique,**

à

Mesdames et messieurs les préfets de région,

Référence	ECOI2536853C
Date de signature	
Emetteur	Le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, Le ministre délégué auprès de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, chargé de l'industrie, La ministre déléguée auprès de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique,
Objet	Actualisation des missions de développement économique assurées par les services économiques de l'Etat en région (SEER) des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS).
Commande	Le contexte dans lequel s'inscrit le développement et la compétitivité des entreprises évolue rapidement nécessitant une mise à jour du cadre dans lequel les services déconcentrés de l'Etat en charge déploient leur action. La présente circulaire ministérielle actualise les missions de développement économique dévolues aux SEER. Elle remplace la circulaire du ministère de l'économie, des finances et de la relance du 9 septembre 2020 relatives aux missions des SEER.
Action(s) à réaliser	Organiser et mettre en œuvre les missions décrites dans la présente circulaire au service des politiques publiques de développement économique, et adapter le cas échéant les modalités de déploiement sur les territoires.

Echéance	Effet immédiat
Contact utile	
Nombre de pages et annexes	8 pages – 1 annexe

Contexte

Créés en application de la circulaire du Premier ministre du 12 juin 2019 relative à la mise en œuvre de la réforme de l'organisation territoriale de l'Etat, les services économiques de l'Etat en région (SEER), placés au sein des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS), ont la charge de décliner les politiques publiques du Gouvernement en matière de développement économique dans le cadre d'intervention précisé par la présente instruction.

Parallèlement à la réforme des SEER, une profonde transformation des services centraux de la direction générale des entreprises (DGE) a été menée en 2019. Cette transformation a conduit à la généralisation de la logique du travail en « mode-projet » qui présente l'avantage d'une plus grande souplesse d'organisation tout en se dotant d'une méthodologie rigoureuse permettant d'explicitier les objectifs, de préciser les modalités de leurs atteintes et de cadrer l'action des contributeurs. Cette transformation a conduit à un net renforcement des relations entre la DGE et les SEER.

Agissant sous l'autorité des préfets de région, travaillant en lien étroit avec les préfets de département, et placés au sein des DREETS, les SEER déclinent au niveau territorial les politiques publiques menées à l'échelle nationale, en tenant compte des enjeux locaux spécifiques, en lien notamment avec les projets structurants des entreprises, et en fonction des difficultés rencontrées par le tissu économique régional et local.

Le contexte dans lequel s'inscrit le développement et la compétitivité des entreprises évolue rapidement du fait des crises qui se succèdent (sanitaire, approvisionnements, énergétique), de l'accentuation de la concurrence économique internationale, des évolutions géostratégiques et

des enjeux de défense, des ambitions de transition écologique de l'économie ou encore des enjeux de transformation numérique. Ces nombreux défis nécessitent une mise à jour du cadre dans lequel les services déconcentrés de l'Etat en charge du développement économique déploient leur action.

La présente instruction ministérielle actualise les missions de développement économique dévolues aux SEER. Elle remplace la circulaire du ministère de l'économie, des finances et de la relance du 9 septembre 2020 relative aux missions des SEER.

L'intervention des SEER en matière de développement économique

La création des SEER en 2019 a traduit le recentrage des missions de développement économique exercées par l'Etat en région sur un nombre restreint de priorités stratégiques d'intérêt national.

Dans le respect des dispositions du décret du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des DREETS, les SEER exercent sous l'autorité du préfet de région les missions décrites ci-dessous. Les exceptions évoquées dans la circulaire du 12 juin 2019, en lien notamment avec le tourisme et l'artisanat, sauf pour la Corse et les Outre-Mer, ainsi que le transfert des missions listées en annexe de cette circulaire restent applicables.

Accompagner le développement des filières et des entreprises stratégiques

Le SEER entretient des relations étroites avec les entreprises des filières stratégiques pour l'Etat dont l'empreinte régionale est significative ainsi que leurs représentants professionnels. Ces relations doivent permettre l'identification, le suivi et l'accompagnement des projets structurants, et permettre au service de contribuer activement à la conception et au déploiement des politiques publiques de soutien aux filières stratégiques. Cette proximité favorise également l'orientation des entreprises vers les dispositifs d'appui les plus adaptés, qu'ils soient régionaux, nationaux ou européens. Il appartient à chaque DREETS d'identifier les filières à enjeux et à plus fort impact sur lesquelles le SEER devra mobiliser au mieux ses efforts, après validation de la liste régionale par le préfet de région.

Avec des implantations sur l'ensemble du territoire, les entreprises de taille intermédiaire (ETI) constituent des acteurs majeurs de résilience des filières industrielles. Les SEER sont chargés de décliner localement la politique de soutien des ETI et de transformation des PME de croissance dans leur passage à l'échelle pour devenir des ETI (notamment la stratégie Nation ETI et le programme ETIncelles).

Dans le cadre de leurs missions d'accompagnement des filières et des entreprises stratégiques, les SEER sont chargés d'informer et d'alerter les préfets sur les difficultés rencontrées par les entreprises, sur les menaces de sécurité économique, ainsi que sur les enjeux d'implantation.

En fonction des orientations définies par le Préfet de région, les SEER contribuent aux enjeux territoriaux et à la nécessaire articulation de l'ensemble des politiques publiques de l'Etat pour accompagner les projets structurants des entreprises.

Accompagner la transition écologique de l'industrie

La stratégie de la DGE en matière de transition écologique de l'industrie consiste à orienter, mobiliser et accompagner les entreprises dans leur stratégie de transition écologique, tout en défendant leur compétitivité et en poursuivant les objectifs de réindustrialisation que s'est fixée la France. Dans cette approche, l'action des SEER est décisive, dans la mesure où les enjeux de la transition écologique sont largement territoriaux, et où la proximité des SEER avec les entreprises industrielles clés de leur ressort territorial leur permet de faciliter les transformations auxquelles ces dernières doivent s'atteler.

Les SEER sont chargés de décliner localement les orientations fixées au niveau national par la DGE, en adaptant les modalités d'application aux enjeux du territoire. Cette déclinaison porte sur les différents enjeux de la transition écologique de l'industrie auxquels les entreprises doivent faire face comme la décarbonation de l'industrie, l'adaptation au changement climatique, en articulation avec les besoins en compétences liés à la transition écologique. Les SEER sont impliqués dans la gouvernance des cellules biomasse pour y faire valoir une vision stricte de la préséance économique des sources d'énergie et accompagner les projets industriels prioritaires.

Participer aux objectifs de réindustrialisation

Dans la perspective de sécuriser et d'accélérer les nouvelles implantations industrielles, les SEER sont chargés de s'assurer que ces projets bénéficient des leviers mis en place par l'Etat et les collectivités territoriales :

Les SEER apportent leur appui aux préfets de région, aux préfets de département notamment au titre des projets régionaux d'intérêt majeurs (PRIM), et aux sous-préfets dans le cadre des comités locaux de suivi permettant d'accompagner les projets les plus structurants à l'échelle locale, voire nationale, en lien avec les acteurs locaux concernés. Plus généralement, les SEER jouent un rôle actif dans le suivi et la facilitation des projets d'implantation dans leur territoire identifiés comme stratégiques par l'Etat ;

Les SEER participent, par l'information et l'étude des dossiers, à la bonne orientation des crédits publics pertinents (France 2030, fonds régionaux, fonds européens, etc.) vers les entreprises qui réindustrialisent ;

Les SEER apportent leur appui aux préfets de région dans la déclinaison et la coordination avec les conseils régionaux du dispositif Territoires d'industrie. Ils contribuent notamment, en lien avec les sous-préfets concernés, à l'animation et à la mise en œuvre de ce dispositif et contribuent à mesurer l'impact des actions mises en œuvre par ces territoires ;

Dans une logique de planification, les SEER s'impliquent dans les démarches de sélection et de promotion du foncier économique, pour l'industrie mais aussi pour les infrastructures numériques (ex : centres de données). Ils signalent les difficultés et contribuent aux travaux de la DGE en matière de politique publique et d'évolutions réglementaires sur le foncier économique et industriel. Ils s'assurent que les choix territoriaux en matière de compensation environnementale et de raccordement électrique prennent en compte les besoins économiques et industriels ;

En lien avec les sous-préfets chargés de l'accélération des implantations industrielles, les SEER participent aux démarches mises en œuvre par l'Etat pour évaluer la dynamique industrielle au niveau territorial (baromètre de l'industrie par exemple).

Contribuer à l'animation de la politique régionale d'innovation et de transformation numérique des entreprises

La diffusion de l'innovation au sein des entreprises est un défi majeur pour la compétitivité française. En lien avec les services de la DRARI et du Conseil régional, les SEER participent à l'animation de l'écosystème régional en matière de soutien à l'innovation et de transfert technologique, en lien avec les structures compétentes dont ils suivent l'activité : Pôles Universitaires d'innovation (PUI), Sociétés d'Accélération de Transfert de Technologie (SATT), pôles de compétitivité, Instituts de Recherche Technologique (IRT) et Instituts pour la Transition Energétique (ITE), French Tech.

En application de la stratégie deeptech et en coordination avec les structures susmentionnées, les SEER contribuent à l'accompagnement des entreprises technologiques fondées sur des actifs issus de la recherche publique (entreprises deeptech) dans leurs perspectives de développement mais aussi face à leurs difficultés, notamment financières.

En lien avec les services départementaux et les opérateurs de l'Etat, les SEER contribuent à l'identification et à l'accompagnement des projets d'intérêt éligibles aux dispositifs de soutien à l'innovation (France 2030), notamment sur le volet structurel et sur le levier « technologies numériques souveraines et sûres » du volet dirigé. Ils participent au suivi des projets lauréats, à s'assurer de leur bon avancement et à signaler toute situation de difficulté dans la réalisation des projets soutenus. Ils participent à la mise en œuvre du volet régionalisé du plan France 2030 pour l'Etat.

Une attention particulière sera portée au déploiement de la transition numérique au sein des entreprises (dont l'initiative partenariale FranceNum). Les SEER contribueront plus particulièrement aux actions visant à accentuer la diffusion des technologies prioritaires (intelligence artificielle, cybersécurité) vers les entreprises.

Assurer la prévention des difficultés et le traitement des restructurations des entreprises industrielles

Pour déployer les missions d'anticipation, de prévention et de traitement des difficultés des entreprises, les DREETS s'appuient sur les SEER et les Commissaires aux restructurations et à la prévention des difficultés économiques (CRP), dont l'action est prioritairement dirigée vers les entreprises industrielles de plus de 50 salariés.

Ces missions sont réalisées en assurant des liens étroits avec les partenaires institutionnels compétents en matière d'accompagnement des entreprises en difficultés, notamment au vu des orientations prévues par la circulaire MESFIN du 6 mars 2024 relative aux évolutions des modalités d'accompagnement et de soutien des entreprises en difficulté.

Une vigilance particulière sera mise en place concernant les entreprises ayant bénéficié d'un soutien financier public, en articulant l'objectif de pérennité des entreprises et la préservation des intérêts financiers de l'Etat, notamment lors des procédures collectives. De plus, afin de limiter le nombre de dossiers identifiés lorsque les difficultés sont avérées, un travail sera conduit afin de renforcer l'identification le plus en amont possible des entreprises qui pourraient rencontrer des difficultés pour maximiser la valeur ajoutée de l'accompagnement de l'Etat. Ces interventions individuelles alimenteront une approche globale des difficultés constatées à l'échelle du territoire et des filières, en lien avec la mission interministérielle aux restructurations d'entreprises (MIRE) qui, créée par décret du 1er août 2025, est en charge de l'animation du réseau des CRP et les appuie dans leur prise en charge des dossiers qu'ils suivent.

Contribuer à la préservation de la sécurité et de la souveraineté économiques

S'appuyant sur les Délégués à l'information stratégique et à la sécurité économiques (DISSE), le SEER contribue au niveau territorial au déploiement et la mise en œuvre de la politique publique de sécurité économique sous l'autorité du préfet de région, et, le cas échéant, de département.

En collaboration étroite avec les services déconcentrés concernés, cette mission doit conduire notamment :

- à l'identification des entreprises présentant des intérêts économiques, industriels et scientifiques de la Nation ;

- à la promotion de la culture de la sécurité économique auprès de ces entreprises, mais également de l'écosystème économique territorial ; le DISSE assure cette mission notamment par un dialogue renforcé avec les entreprises, en lien avec les autres services de l'Etat, et la promotion d'outils d'aides à la sécurité économique comme l'autodiagnostic DIAGSECO ;

- à l'identification de menaces pour la sécurité économique que le DISSE signale à la DGE/SISSE et au corps préfectoral ;

le cas échéant, et sous la coordination du SISSE, à la remédiation des menaces identifiées.

De plus, en étroite collaboration avec les administrations concernées, cette mission couvre les contrôles annuels des entreprises ayant fait l'objet d'une lettre d'engagements dans le cadre de la procédure de contrôle des Investissements Etrangers en France.

Piloter l'action des chambres consulaires (CCI et CMA)

Les chambres consulaires bénéficient d'un financement de l'Etat (taxe pour frais de chambre) pour réaliser les missions de service public prévues dans la Convention d'Objectifs et de Moyens signée avec le préfet de région. Le SEER appuie le préfet de région dans l'exercice de la tutelle et du pilotage des chambres, afin de s'assurer de la qualité des actions qu'elles déploient et de leur adéquation aux enjeux régionaux et territoriaux, tout en garantissant une cohérence de ces actions avec les autres dispositifs d'intervention de l'Etat ou des collectivités territoriales.

Les SEER contribuent à l'élaboration des actions nationales CCI pilotées par la DGE, et en assurent le suivi au niveau local (pour les actions relevant des missions des SEER) pour maximiser leur impact territorial.

En Outre-Mer, l'organisation des missions en matière de développement économique entre les services de l'Etat est conduite, sous l'autorité du préfet, en tenant compte des spécificités territoriales. Outre l'intervention en faveur du tourisme et de l'artisanat, le service en charge du développement économique de la DEETS pourra se voir attribuer tout ou partie des missions dévolues à un SEER au regard de ses moyens et des réalités économiques locales.

Les collaborations à nourrir

Avec le secrétaire général aux affaires régionales (SGAR)

Les SEER entretiennent des relations régulières avec les SGAR. Ces nombreuses interactions sont rendues nécessaires par l'exercice des missions confiées aux SEER au nom du préfet de région. Ces échanges sont particulièrement importants dans l'animation des dispositifs France 2030 régionalisé et Territoires d'industrie, de la tutelle des chambres consulaires, ainsi que dans le domaine de la sécurité économique.

Avec les autres services de la DREETS et des DDETS

Les missions des SEER s'inscrivent dans la stratégie régionale de chaque DREETS. A ce titre, des synergies sont recherchées avec l'ensemble des services qui la composent. Une attention particulière sera portée à la bonne articulation avec les politiques publiques relatives à l'emploi et au développement des compétences, et notamment l'accompagnement des mutations économiques, dont les dispositifs sont applicables au niveau des branches professionnelles (EDEC), des bassins d'emploi (feuille de route des comités locaux pour l'emploi) ou de l'entreprise (action des Délégués à l'accompagnement des entreprises et des parcours professionnels, plan de sauvegarde de l'emploi, activité partielle, revitalisation). Les échanges relatifs à la situation des entreprises et des filières sont également préconisés avec le Pôle C et le Pôle T de la DREETS afin de favoriser la complémentarité des approches.

Avec les autres services de l'Etat

Afin d'assurer la cohérence et l'efficacité de l'action de l'Etat sur les territoires en matière de développement économique, les modalités de coopération, d'animation et de partage de l'information entre les SEER et l'échelon départemental seront définies conjointement par la DREETS et les préfetures, dans le respect du champ d'intervention des SEER.

Les SEER animent le réseau des sous-préfets référents 2030 et aux implantations industrielles.

Les implications communes avec les services de la DREAL seront à favoriser afin de faciliter les projets d'implantations industrielles, notamment en matière de foncier.

S'agissant des sujets relevant de l'économie de proximité qui seraient susceptibles d'intéresser les préfetures de département ou les collectivités locales mais qui ne font pas partie du périmètre d'intervention des SEER (commerce, artisanat, professions libérales, par exemple), les DREETS pourront mettre directement en relation leurs interlocuteurs locaux avec les équipes de la DGE qui traitent de ces matières en administration centrale afin de leur fournir l'appui dont ils ont besoin

Avec les opérateurs de l'Etat compétents en matière de développement économique

Une coopération renforcée entre opérateurs de l'État et services déconcentrés sera recherchée notamment à des fins de partage d'informations. Une attention toute particulière sera accordée au partage des données d'activité de ces opérateurs et aux informations relatives aux entreprises ayant bénéficié des dispositifs de soutien de l'État, y compris l'accès aux documents conventionnels lorsque leur situation le justifie. Ces informations doivent notamment contribuer à la conception et au déploiement des politiques de soutien aux filières et d'accompagnement des transitions mentionnées au point 2 de la présente instruction.

Avec le Conseil régional et les intercommunalités

La loi NOTRe a désigné le Conseil régional comme chef de file en matière de développement économique sur son territoire. Par ailleurs, elle consacre l'intercommunalité dans son rôle d'autorité organisatrice du développement économique local. Dans le cadre de ses missions, le SEER travaille en étroite collaboration avec le Conseil régional, les agences de développement et les intercommunalités, et veille à la bonne articulation entre les politiques publiques nationales et régionales et intercommunales. Il contribue au pilotage et à la mise en œuvre du volet régionalisé du plan France 2030 et du programme Territoires d'industrie, en associant les intercommunalités à la définition et à la mise en œuvre des actions territoriales pertinentes. Le SEER appuie le préfet à sa demande pour le développement des partenariats stratégiques avec le Conseil régional et les intercommunalités, dans son champ de compétences, notamment en matière de prévention et d'accompagnement des entreprises en difficultés ainsi que de sécurité économique.

L'animation par la DGE de son réseau déconcentré

Afin de mieux prendre en compte les réalités territoriales dans la conception et le déploiement des politiques publiques de développement économique, la DGE s'appuie sur les SEER de manière étroite et renforcée. Ces derniers contribuent à l'analyse des attentes des acteurs économiques, au déploiement des politiques nationales dans les territoires et à l'analyse de leurs résultats. Cette collaboration est formalisée par une liste de projets prioritaires DGE-SEER régulièrement actualisée. La liste des projets prioritaires permet de définir chaque année les priorités d'action de chaque SEER et d'adapter ainsi sa charge aux moyens disponibles en respectant les priorités locales sur lesquelles le missionne le préfet de région.

Pour renforcer cette collaboration, le système d'information « Suivi-Entreprises » déployé en novembre 2025 facilite les échanges d'information sur les entreprises entre la DGE et les SEER.

Les échanges opérationnels de la DGE avec les SEER sont partagés avec l'échelon directionnel de la DREETS et, lorsque leur caractère sensible ou structurant le justifie, le préfet de région.

Les SEER ont vocation, en complément des actions sectorielles, à participer à la territorialisation des démarches de simplification conduites au niveau national en vue de contribuer au développement des entreprises.

Nous vous remercions de bien vouloir prendre en considération dans les sollicitations que vous adresserez aux SEER sur les sujets de développement économique les évolutions de leurs missions et effectifs induites par les transformations engagées depuis 2019 et actualisées dans la présente circulaire.

Le ministre de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique,



Roland LESCURE

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie,
des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique,
et numérique, chargé de l'industrie,



Sébastien MARTIN

La ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances
et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique,
chargée de l'intelligence artificielle et du numérique,



Anne LE HENANFF

Annexe : Liste des missions transférées

Domaine	Missions sortant du périmètre d'action des SEER	Le cas échéant, organisme en charge
Innovation	Expertise Crédit d'impôt innovation	Cellule nationale d'expertise (DRIEETS d'Ile-de-France)
Tourisme	Déclinaison nationale de la politique du tourisme (suivi des entreprises, France Tourisme Lab, filières, etc.)	DGE
	Instruction de la procédure de classement des stations de tourisme	Préfectures de département
	Instruction des déclarations d'ouverture au public des monuments	Associations de propriétaires de Monuments historiques
	Participation aux réunions contrats de destination	DGE
Commerce - Artisanat	Labellisation EPV	Instruction par SGS – délivrance des labels par les préfectures de région
Autres	Agrément et déclaration des Services à la personne (SAP)	Instruction par les DDETS avec l'appui de la DGE et de son système d'information NOVA
	International (missions CCEF, etc.)	DG Trésor, Business France